

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BAYERISCHE LANDESBANK**

Société de droit allemand au capital de 2 800 000 000 €  
Siège social : Brienner Strasse 18, Munich

**A. – Comptes sociaux au 31 décembre 2020****I. – Bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif	2020				2019
	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)
Caisse et banques centrales					
a) Caisse			254 121		572 616
b) Avoirs auprès de banques centrales			312 214		3 108 951
Dont :					
Auprès de la Deutsche Bundesbank	37 041				2 174 820
				566 335	3 681 567
Titres d'émetteurs publics et effets admissibles au refinancement auprès de banques centrales					
a) Effets et bons du Trésor à intérêts précomptés ainsi que titres similaires d'émetteurs publics			—		396 878
Dont :					
Pouvant être refinancés auprès de la Deutsche Bundesbank	—		—		—
b) Effets				—	—
				—	396 878
Prêts et créances sur les établissements de crédit					
a) à vue			19 371 246		5 843 161
b) autres créances			24 939 258		24 210 775
Dont :					
Prêts hypothécaires	—				—
Prêts aux collectivités locales	35 355				79 768
				44 310 504	30 053 937
Prêts et créances sur la clientèle				72 823 827	72 798 613
Dont :					
Prêts hypothécaires	19 843 219				17 931 192
Prêts aux collectivités locales	25 131 082				25 638 719
Obligations et autres titres à revenu fixe					
a) Titres du marché monétaire					
aa) d'émetteurs publics		—			—
Dont :					
Mobilisables auprès de la Deutsche Bundesbank	—				—
ab) d'autres émetteurs		—			—
Dont :					
Mobilisables auprès de la Deutsche Bundesbank	—				—
			—		—
b) Emprunts et obligations					
ba) d'émetteurs publics		8 348 517			9 456 146
Dont :					
Mobilisables auprès de la Deutsche Bundesbank	5 682 332				6 469 216
bb) d'autres émetteurs		6 862 644			6 911 334
Dont :					
Mobilisables auprès de la Deutsche Bundesbank	5 689 002				5 851 952
c) Obligations propres			15 211 161		16 367 480
Montant nominal	6 633		7 535		10 023
					9 818
				15 218 696	16 377 503
Actions et autres titres à revenu variable				108 858	75 448
Portefeuille de négociation				7 483 813	9 234 144
Participations				239 867	314 284
Dont :					
Dans des établissements de crédit	18 205				19 518
Dans des institutions financières	—				—
Parts dans des entreprises liées				2 457 018	2 255 069
Dont :					
Dans des établissements de crédit	2 340 553				2 140 553
Dans des institutions financières	—				—
Fonds gérés à titre fiduciaire				5 531 098	5 083 178
Dont :					

Crédits d'ordre et pour compte de tiers	5 531 098			5 083 178
Actifs incorporels				
a) Droits de propriété industrielle créés en interne et droits et valeurs similaires		41 900		40 387
b) Concessions acquises à titre onéreux, droits de propriété industrielle et droits et valeurs similaires ainsi que licences pour ces droits et valeurs		35 508		24 828
c) Fonds de commerce		—		—
d) Acomptes versés		—		—
			77 408	65 215
Immobilisations corporelles			306 183	314 941
Autres actifs			2 125 454	1 766 978
Comptes de régularisation				
a) liés aux opérations d'émission et de prêts		234 073		199 528
b) autres		204 246		340 266
			438 319	539 794
Excédent des actifs de couverture sur les engagements de retraite			231 577	—
Total actifs			151 918 956	142 957 548

Passif	2020				2019
	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)
Dettes envers les établissements de crédit					
a) à vue			6 816 099		5 250 485
b) à terme ou à préavis			47 369 242		33 770 225
Dont :					
Obligations hypothécaires nominatives en circulation	88 102				124 044
Obligations publiques nominatives en circulation	619 141				643 720
Titres remis au créancier en garantie de prêts contractés :					
Obligations hypothécaires nominatives	—				—
Obligations publiques nominatives	—				—
				54 185 342	39 020 710
Dettes envers la clientèle					
a) Dépôts d'épargne					
aa) à préavis convenu de trois mois		—			—
ab) à préavis convenu de plus de trois mois		—			—
b) Autres dettes					
ba) à vue		13 719 602			11 247 510
bb) à terme ou à préavis		22 995 099			27 591 858
Dont :					
Obligations hypothécaires nominatives en circulation	324 657				346 155
Obligations publiques nominatives en circulation	5 812 819				6 249 947
Titres remis au créancier en garantie de prêts contractés :					
Obligations hypothécaires nominatives	—				—
Obligations publiques nominatives	—				—
			36 714 701		38 839 368
				36 714 701	38 839 368
Dettes représentées par un titre					
a) Obligations en circulation					
aa) Obligations hypothécaires		3 453 313			3 551 086
ab) Obligations publiques		10 234 488			11 198 782
ac) Autres obligations		20 900 201			19 310 804
b) Autres dettes représentées par un titre			34 588 002		34 060 672
Dont :			3 635 341		5 242 562
Titres du marché monétaire	3 481 483				5 242 562
Acceptations à payer et billets à ordre émis	—				—
				38 223 343	39 303 235
Portefeuille de négociation				3 973 892	4 628 543
Engagements fiduciaires				5 531 098	5 083 178
Dont :					
Crédits d'ordre et pour compte de tiers	5 531 098				5 083 178
Autres passifs				538 629	818 518
Comptes de régularisation					
a) liés aux opérations d'émission et de prêts			102 935		112 097
b) autres			262 228		427 445
				365 163	539 542
Provisions					
a) Provisions pour pensions et obligations similaires			940 811		2 886 881
b) Provisions pour charges fiscales			88 908		245 290
c) Autres provisions			832 003		706 683
				1 861 723	3 838 854
Passifs subordonnés				1 525 720	1 550 848

Titres participatifs				—	384 550
Dont :					
Venant à échéance avant deux ans	—				384 550
Instruments des fonds propres de base réglementaires supplémentaires				—	—
Dont :					
Venant à échéance avant deux ans	—				—
Fonds pour risques bancaires généraux				1 086 081	1 049 687
Dont :					
Dotations conformément à l'article 340° al. 4 du Code de commerce allemand (HGB)	58 744				56 656
Capitaux propres					
a) Capital souscrit					
aa) Capital social	2 800 000				2 800 000
Apports non appelés restant à verser au capital social	—				—
Capital appelé		2 800 000			2 800 000
ab) Apport en capital		612 016			612 016
ac) Apports tacites		1 403			26 967
			3 413 419		3 438 984
b) Réserves constituées sur le capital			2 181 643		2 181 643
c) Réserves sur bénéfices non distribués					
ca) Réserve légale		1 267 508			1 267 508
cb) Autres réserves sur bénéfices non distribués		975 695			862 381
			2 243 203		2 129 889
d) Résultat de l'exercice			75 000		150 000
				7 913 265	7 900 516
Total passifs				151 918 956	142 957 548
Passifs éventuels					
a) Engagements éventuels par endos d'effets réescomptés			—		—
b) Engagements éventuels par cautions et avals (voir annexe)			10 377 195		11 708 370
c) Obligations résultant de la constitution de sûretés en garantie de dettes d'autrui			—		—
				10 377 195	11 708 370
Autres engagements					
a) Obligations de rachat liées à des opérations de mise en pension sur la base d'une convention de vente ferme et d'option de rachat			—		—
b) Engagements de placement et de reprise			—		—
c) Accords de crédits irrévocables			23 988 178		21 472 121
				23 988 178	21 472 121

## II. – Compte de résultat pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020

(En milliers d'euros.)	2020				2019
	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)
Intérêts perçus sur					
a) opérations de crédit et du marché monétaire	3 312 449				3 788 160
Moins les intérêts négatifs	-477 502				-421 902
		2 834 947			3 366 257
b) titres à revenu fixe et créances inscrites au registre de la dette		147 869			206 629
			2 982 816		3 572 886
Charges d'intérêts					
Charges d'intérêts des activités d'exploitation		-2 675 670			-3 197 984
Moins les intérêts positifs		559 023			463 449
			-2 116 647		-2 734 535
				866 169	838 351
Revenus courants de					
a) Actions et autres titres à revenu variable			177		154
b) Participations			869		4 301
c) Parts dans des entreprises liées			9 824		6 499
				10 870	10 954
Produits de contrats de péréquation des bénéfices, de contrats de transfert de bénéfices ou de transfert partiel de bénéfices				155 205	262 834
Produit de commissions			281 092		248 037
Charges de commissions			-68 546		-60 804
				212 545	187 233
Produits nets ou charges nettes résultant du portefeuille de négociation				18 796	-26 159
Dont : dotations au fonds / liquidations du fonds pour risques bancaires généraux conformément à l'article 340° al. 4 du Code de commerce allemand (HGB)	-2 088				—
Autres produits d'exploitation				258 430	975 220
Frais généraux administratifs					

a) Frais de personnel					
aa) Salaires et traitements		-336 892			-336 705
ab) Charges sociales et charges pour retraites et autres prestations		-360 050			-230 183
			-696 941		-566 887
Dont :					
Pour les retraites	-209 476				-98 796
b) Autres frais administratifs			-378 956		-423 099
Amortissements et provisions sur actifs corporels et incorporels				-1 075 898	-989 986
Autres charges d'exploitation				-29 002	-25 118
Provisions et corrections de valeur sur créances et certains titres et dotations aux provisions pour engagements			—	-270 625	-873 390
Dont :					
Prélèvements du fonds pour risques bancaires généraux	—				—
Dotation au fonds pour risques bancaires généraux	—				—
Produits résultant de plus-values sur créances et certains titres ainsi que de la reprise de provisions pour engagements			97 066		101 559
Dont :					
Prélèvements du fonds pour risques bancaires généraux	—				—
Dotation au fonds pour risques bancaires généraux	-34 306				-30 332
				97 066	101 559
Amortissements et corrections de valeur sur participations, parts dans des entreprises liées et valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières			—		—
Produits résultant de plus-values sur participations, parts dans des entreprises liées et valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières			2 826		44 543
				2 826	44 543
Charges résultant de pertes supportées				-4 186	-2 137
Résultat de l'activité ordinaire				242 196	503 904
Produits exceptionnels			280		822
Charges exceptionnelles			-244 915		-210 550
Résultat exceptionnel				-244 635	-209 727
Impôts sur revenu et bénéfices			43 197		-7 552
Dont : impôts latents	-13				—
Autres impôts ne figurant pas sous les autres charges d'exploitation			-2 445		8 273
				40 752	721
Bénéfice de l'exercice				38 314	294 898
Report des bénéfices de l'exercice précédent				150 000	—
Prélèvements des réserves constituées sur le capital				—	—
Prélèvements des réserves sur bénéfices non distribués				36 686	—
Dotation aux réserves sur bénéfices non distribués					—
a) Réserve légale			—		—
b) Autres réserves sur bénéfices non distribués			-150 000		-144 898
				-150 000	-144 898
Résultat de l'exercice				75 000	150 000

### III. – Rapport de certification du commissaire aux comptes indépendant

Le rapport de certification reproduit ci-dessous comporte également une « Note relative à l'audit des reproductions électroniques des comptes annuels et du rapport de gestion créées à des fins de divulgation au titre du § 317, al. 3b HGB » (« Note FEEU »). L'objet de l'audit sur lequel se fonde la note FEEU (les documents FEEU à auditer) n'est pas joint. Les documents FEEU audités peuvent être consultés dans le Journal des annonces officielles du gouvernement fédéral allemand.

À l'attention de la Bayerische Landesbank AöR, Munich

Note relative à l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion

#### Opinions d'audit

Nous avons audité les comptes annuels de la Bayerische Landesbank AöR, Munich, qui se composent du bilan au 31 décembre 2020 et du compte de résultat pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020 ainsi que de l'annexe, comprenant la présentation des principes comptables et méthodes d'évaluation. Nous avons en outre audité le rapport de gestion de la Bayerische Landesbank AöR, qui est associé au rapport de gestion consolidé, pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020.

Sur la base des conclusions auxquelles nous sommes parvenus lors de l'audit,

- nous estimons que les comptes annuels ci-joints satisfont à tous égards importants aux prescriptions commerciales légales allemandes en vigueur et qu'ils donnent, en tenant compte des principes allemands de comptabilité régulière, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2020 ainsi que de ses résultats pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020 et
- que le rapport de gestion ci-joint donne, dans son ensemble, une image fidèle de la situation de la Société. Le rapport de gestion concorde à tous les égards importants avec les comptes annuels, est conforme aux dispositions légales allemandes et présente fidèlement les risques et opportunités de l'évolution future.

Conformément au § 322, al. 3, phrase 1 HGB (Code de commerce allemand), nous déclarons que notre audit n'a conduit à aucune objection quant à la régularité des comptes annuels et du rapport de gestion.

### **Fondement de l'opinion d'audit**

Nous avons réalisé notre audit des comptes annuels et du rapport de gestion en conformité avec le § 317 HGB et le règlement (UE) relatif aux contrôleurs légaux des comptes (n° 537/2014 ; ci-après « règlement (UE) n° 537/2014 ») et selon les normes professionnelles d'audit fixées par l'Institut allemand des commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW). Notre responsabilité au titre de ces prescriptions et principes est décrite plus en détail à la section « Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion » de notre rapport de certification. Conformément aux réglementations commerciales et professionnelles allemandes et européennes, nous sommes indépendants de l'entreprise, et avons acquitté nos autres obligations professionnelles allemandes conformément à ces exigences. Nous déclarons, en outre, conformément à l'article 10, al. 2, lettre f) du règlement (UE) n° 537/2014, n'avoir fourni aucun service autre que l'audit, interdit selon l'article 5, al. 1 du règlement (UE) n° 537/2014. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour servir de base à notre opinion d'audit sur les comptes annuels et le rapport de gestion.

### **Éléments clés de l'audit dans l'audit des comptes annuels**

Les éléments clés de l'audit sont les éléments que nous considérons, selon notre jugement professionnel, comme ayant été les plus significatifs dans notre audit des comptes annuels pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020. Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, ces éléments ont été pris en compte dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion d'audit ; nous n'émettons cependant aucune opinion d'audit distincte à leur sujet.

Nous estimons que les éléments les plus significatifs pour notre audit étaient les suivants :

1. - Correctifs de valeur dans les opérations de crédit
2. - Provisions pour pensions
3. - Provisions pour restructuration dans le cadre du projet de transformation « Fokus 24 »

Nous avons structuré comme suit notre présentation des éléments clés de l'audit :

1. Sujet et problématique
2. Méthode de vérification et enseignements tirés
3. Renvoi à des informations complémentaires

Nous présentons ci-après les éléments clés de l'audit :

#### **1. – Correctifs de valeur dans les opérations de crédit**

1. Les comptes annuels de la Société affichent au poste du bilan « Prêts et créances sur la clientèle » des créances provenant de crédits d'un montant de 72,8 milliards d'euros, soit 48 % du total du bilan. Il existe, en outre, des passifs éventuels et autres obligations à hauteur de 34,4 milliards d'euros. Au 31 décembre 2020, il existe pour le portefeuille de crédits des provisions pour risques au bilan resp. hors bilan, se composant de correctifs de valeurs individuels et forfaitaires resp. de provisions pour les opérations de crédit. Le calcul des provisions pour risques pour les opérations de crédits avec les clients est déterminé essentiellement par la structure et la qualité des portefeuilles de crédit, par des facteurs macroéconomiques et par les estimations des représentants légaux en matière de pertes de crédit futures, notamment eu égard aux répercussions attendues de la pandémie persistante de coronavirus sur les opérations de crédits avec les clients. Le montant des correctifs de valeurs individuels pour les créances clients correspond à la différence entre le montant du crédit encore dû et la plus faible valeur qui doit lui être appliquée à la date de clôture. Il est tenu compte des sûretés existantes. En ce qui concerne la constitution des correctifs de valeurs forfaitaires, la Société a tenu compte de facteurs de risques dans le cadre des ajustements postérieurs au modèle (ou Post Model Adjustments), dans la mesure où ils n'avaient pas déjà été intégrés dans les paramètres de calcul des modèles. Ils visent à prendre en considération les incertitudes existantes générées par la pandémie de coronavirus et les attentes des représentants légaux qui n'ont, de ce fait, pas encore été prises en compte dans les modèles. Les correctifs de valeurs dans les opérations de crédits avec les clients sont, d'une part, d'une grande importance en termes de montant pour la situation patrimoniale et des résultats de la Société et, d'autre part, impliquent de grandes marges d'appréciation. Par ailleurs, les paramètres d'évaluation utilisés,

accompagnés d'incertitudes notables, en raison notamment des répercussions de la pandémie de coronavirus, ont un impact important sur la formation resp. le montant de correctifs de valeurs éventuellement nécessaires. Dans ce contexte, ce sujet a revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit.

2. Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons dans un premier temps évalué l'adéquation de la conception des contrôles dans le système de contrôle interne pertinent de la Société en tenant compte de notre compréhension de l'organisation de l'entreprise, des systèmes informatiques mis en place et des méthodes d'évaluation utilisées et avons testé la fonctionnalité de ces contrôles. En outre, afin d'évaluer les correctifs de valeurs individuels et forfaitaires constitués, nous avons apprécié les méthodes de calcul appliquées par la Société ainsi que les hypothèses et paramètres sous-jacents. Nous avons, par ailleurs, évalué les créances clients, y compris l'adéquation des valeurs estimées, sur la base d'échantillons d'engagements de crédit. Pour ce faire, nous avons apprécié, entre autres, les documents dont dispose la Société sur la situation économique et la valeur des sûretés correspondantes. Dans le cas des sûretés immobilières pour lesquelles la Société nous a fourni des évaluations, nous avons acquis une compréhension des données de base sous-jacentes, des paramètres d'évaluation appliqués et des hypothèses formulées, nous les avons appréciés de manière critique et avons évalué si elles se situent dans une fourchette raisonnable. Avec le soutien de nos spécialistes en mathématiques financières, nous avons examiné les modèles utilisés, en vue de déterminer les provisions pour risques, quant à leur adéquation et leur fonctionnalité ainsi qu'apprécié les hypothèses et paramètres sous-jacents.. Nous avons à cet égard tenu compte en particulier de l'estimation, par les représentants légaux, des répercussions de la pandémie de coronavirus sur la situation économique des preneurs de crédit et la valeur des sûretés correspondantes et avons étudié la manière dont elle a été prise en compte pour l'évaluation des créances clients. Nous avons examiné la nécessité de constituer des ajustements postérieurs au modèle et reconstitué la manière dont leur montant a été déterminé. Sur la base des procédures d'audit que nous avons effectuées, nous avons pu nous persuader dans l'ensemble du caractère soutenable des hypothèses posées par les représentants légaux dans le cadre de leur vérification de la valeur du portefeuille de crédits ainsi que de l'adéquation et de l'efficacité des processus mis en place par la Société.

3. Les informations fournies par les représentants légaux de la Société relatives aux provisions pour risques constituées se trouvent dans l'annexe des comptes annuels dans la section « Créances et dettes (portefeuilles non destinés à la négociation) » ainsi que dans le rapport de gestion, en particulier dans la section « Provisions pour risques et charges ».

## 2. – Provisions pour pensions

1. Il existe différents plans de pension - avec des collaborateurs de la Société actifs, des collaborateurs anciens ayant des droits acquis à pension et des collaborateurs retraités -, lesquels sont comptabilisés à la date de clôture du bilan au poste de bilan « Provisions pour pensions et obligations similaires » pour un montant total de 0,9 milliard d'euros. Les provisions pour pensions qu'il contient représentent le solde entre le montant commercial du règlement des obligations directes provenant des plans de pension de la Société à hauteur de 2,4 milliards d'euros et la juste valeur des actifs de couverture à hauteur de 2,5 milliards d'euros. Le montant des provisions est déterminé sur la base des rapports actuariels mandatés par la Société, établis conformément à la méthode des prestations par année de service (ou « projected unit credit method », c'est-à-dire la méthode des unités de crédit projetées), en tenant compte des actifs de couverture existants. Pour le calcul des engagements de pension, des hypothèses doivent être formulées notamment sur l'évolution à long terme des salaires et des retraites, la fluctuation, l'évolution des retraites dans le régime légal d'assurance retraite, l'inflation et la probabilité biométrique. En outre, les taux d'actualisation à la date de clôture du bilan, lesquels sont issus des taux d'intérêt déterminés et publiés par la Deutsche Bundesbank conformément à l'ordonnance relative à l'actualisation des provisions, ont été utilisés, en appliquant la règle de simplification conformément au § 253 al. 2, phrase 2 HGB. Au cours de l'exercice, la Société a transféré des actifs vers BayernLB Treuhand e.V., l'association des fiduciaires créée, et les a utilisés en tant qu'actifs de couverture. Les actifs de couverture sont évalués à leur juste valeur, ce qui implique des incertitudes d'estimation. Les hypothèses respectives sont déterminées par les représentants légaux de la Société. De notre point de vue, ces éléments ont revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit, car la comptabilisation et l'évaluation de ce poste significatif en termes de montant reposent dans une large mesure sur des estimations et des hypothèses formulées par les représentants légaux de la Société.

2. Dans le cadre de notre audit, nous avons, entre autres, apprécié les rapports d'expertises actuariels obtenus et la qualification professionnelle des experts externes. De plus, nous nous sommes notamment penchés sur les caractéristiques spécifiques des calculs actuariels et avons vérifié l'adéquation de la structure quantitative, des paramètres actuariels ainsi que des procédures d'évaluation sur lesquelles reposent les évaluations. Sur cette base, nous avons, entre autres, reconstitué le calcul des provisions ainsi que la présentation dans le bilan et l'annexe. Nous avons examiné si les actifs détenus par l'association des fiduciaires BayernLB Treuhand e.V. remplissaient les conditions s'appliquant à une comptabilisation en tant qu'actifs de couverture. Afin de vérifier les valeurs de marché des actifs de couverture des engagements de pension indirects, nous avons consulté et apprécié les justificatifs d'actifs. Nous avons pu établir si ces valeurs de marché ont été prises en compte en tant qu'actif éligible à la compensation lors de la détermination du montant

des engagements de pension indirects. Sur la base de nos procédures d'audit, nous avons pu nous persuader que les estimations et les hypothèses émises par les représentants légaux sont justifiées et suffisamment documentées.

3. Les informations de la Société relatives aux provisions pour pensions constituées se trouvent dans l'annexe des comptes annuels à la section « Provisions ».

### **3. – Provisions pour restructuration dans le cadre du programme de transformation « Fokus 24 »**

1. En 2019, la Société a adopté une nouvelle orientation stratégique pour le Groupe BayernLB, avec réalisation à l'horizon 2024. La mise en œuvre du programme de transformation « Fokus 24 » a ainsi débuté au cours de l'exercice avec l'adoption d'un plan de restructuration qui étend le plan de restructuration décidé en 2019 concernant l'orientation stratégique des activités sur le marché des capitaux et qui prévoit un redimensionnement significatif du portefeuille de produits ainsi que d'importantes réductions des frais d'administration. Dans ce contexte, le nombre de collaborateurs doit, entre autres, être réduit. La Société a communiqué, au cours de l'exercice 2020, le plan de restructuration aux instances représentatives du personnel et a informé les collaborateurs des objectifs de réduction du personnel dans le cadre du programme de transformation « Fokus 24 ». Les instruments en matière de personnel convenus avec les instances représentatives du personnel en 2019 constituent la base des suppressions de postes visées par la Société. Dans le cadre des mesures de restructuration prévues, la Société a comptabilisé en 2020 une provision pour restructuration à hauteur de 244,6 millions d'euros en tant que charge. Le montant total des provisions pour restructuration constituées en 2019 et 2020 s'élève à 532,7 millions d'euros. De notre point de vue, ce sujet a revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit, car l'évaluation des provisions pour restructuration est, d'une part, d'une importance fondamentale en termes de montant et que d'autre part, elle repose sur des estimations et des hypothèses émises par les représentants légaux.

2. Des provisions pour dettes incertaines doivent être constituées conformément au § 249, al. 1, phrase 1 HGB. Il doit exister, à cette fin, une obligation externe qui a été générée au cours de l'exercice sur le plan économique ou juridique et il doit pouvoir être sérieusement compté sur une utilisation des provisions. Dans le cadre de notre audit, nous avons évalué si les différents critères de comptabilisation étaient existants et si l'évaluation des provisions pour restructuration avait été effectuée en bonne et due forme. À cette fin, nous avons exigé que les preuves correspondantes nous soient soumises par les représentants légaux de la Société et nous les avons évaluées. Nous avons ainsi pu acquérir la conviction que ce sujet ainsi que les estimations et hypothèses émises par les représentants légaux pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions pour restructuration sont suffisamment documentés et justifiés. L'évaluation est effectuée dans les fourchettes que nous considérons comme raisonnables.

3. Les informations de la Société relatives aux provisions constituées se trouvent dans l'annexe des comptes annuels à la section « Provisions ».

### **Autres informations**

Les représentants légaux sont responsables des autres informations. Les autres informations comprennent le rapport annuel – sans autres références croisées à des informations externes – à l'exception des comptes annuels audités, du rapport de gestion audité ainsi que notre rapport de certification et le rapport non financier distinct établi au titre du § 289b al. 3 HGB et § 315b al. 3 HGB.

Notre opinion d'audit formulée sur les comptes annuels et le rapport de gestion ne s'étend pas aux autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ou toute autre forme de conclusion d'audit à ce sujet.

Dans le cadre de notre audit, il nous incombe de lire les autres informations et d'évaluer si elles

- présentent des incohérences significatives avec les comptes annuels, le rapport de gestion ou les connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou
- si elles semblent par ailleurs être présentées de façon inexacte.

### **Responsabilité des représentants légaux et du Conseil de surveillance à l'égard des comptes annuels et du rapport de gestion**

Les représentants légaux sont responsables de l'établissement des comptes annuels, lequel est conforme à tous égards aux prescriptions commerciales légales allemandes en vigueur, et il leur incombe que les comptes annuels donnent, en tenant compte des principes allemands de comptabilité régulière, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Société. Par ailleurs, les représentants légaux sont responsables des contrôles internes qu'ils ont déterminés comme étant nécessaires, conformément aux principes allemands de comptabilité régulière, pour permettre l'établissement de comptes annuels exempts d'anomalies significatives, que celles-ci soient intentionnelles ou non.

Lors de l'établissement des comptes annuels, les représentants légaux sont chargés d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Ils sont, en outre, chargés de présenter, dès lors qu'ils sont pertinents, les éléments liés à la



poursuite de l'exploitation. Il leur incombe, de plus, de comptabiliser sur la base du principe comptable de la continuité d'exploitation, à moins que cela ne soit incompatible avec des circonstances réelles ou juridiques.

Les représentants légaux sont, par ailleurs, responsables de l'établissement du rapport de gestion, qui donne, dans son ensemble, une image fidèle de la situation de la Société, concorde à tous les égards importants avec les comptes annuels, est conforme aux dispositions légales allemandes et présente fidèlement les risques et opportunités de l'évolution future. En outre, les représentants légaux sont responsables des dispositions et des mesures (systèmes) qu'ils ont considérées comme étant nécessaires pour permettre l'établissement d'un rapport de gestion conformément aux prescriptions légales allemandes applicables et pour pouvoir fournir des pièces justificatives appropriées et suffisantes pour les assertions du rapport de gestion.

Le Conseil de surveillance est responsable du suivi du processus d'élaboration de l'information financière de la Société en vue de l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion.

### ***Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion***

Notre objectif est d'obtenir l'assurance suffisante que les comptes annuels dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, intentionnelles ou non, et que le rapport de gestion donne, dans son ensemble, une image fidèle de la situation de la Société, concorde à tous les égards importants avec les comptes annuels ainsi qu'avec les conclusions auxquelles nous sommes parvenus à l'issue de nos travaux, est conforme aux dispositions légales allemandes et présente fidèlement les risques et opportunités de l'évolution future. Notre objectif est également d'établir un rapport de certification comprenant notre opinion d'audit sur les comptes annuels et le rapport de gestion.

Une assurance suffisante signifie un niveau élevé d'assurance, mais ne constitue en aucun cas une garantie qu'un audit réalisé conformément au § 317 HGB et au règlement (UE) n° 537/2014 et selon les normes professionnelles d'audit fixées par l'Institut allemand des commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW) détectera nécessairement une anomalie significative. Les anomalies peuvent résulter d'infractions ou d'inexactitudes et sont considérées comme étant significatives lorsqu'il est raisonnablement possible de s'attendre à ce qu'elles influencent, de manière individuelle ou globale, les décisions économiques prises par leurs destinataires sur la base des présents comptes annuels et du rapport de gestion.

Au cours de l'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude critique. En outre,

- nous identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives – intentionnelles ou non – dans les comptes annuels et le rapport de gestion, planifions et mettons en œuvre des procédures d'audit pour répondre à ces risques, de même que nous nous attachons à obtenir des éléments d'audit probants, suffisants et appropriés, afin de servir de base à notre opinion d'audit. Le risque que des anomalies significatives ne soient pas détectées est plus élevé en cas d'infractions qu'en cas d'inexactitudes, car les infractions peuvent comprendre des manœuvres frauduleuses, des falsifications, des lacunes intentionnelles, des déclarations trompeuses ou la neutralisation de contrôles internes.
- nous nous attachons à bien comprendre le système de contrôle interne pertinent pour l'audit des comptes annuels et les dispositions et mesures pertinentes pour l'audit du rapport de gestion, afin de pouvoir ainsi planifier des procédures d'audit qui seront appropriées dans les circonstances données, mais notre objectif n'est pas de fournir une opinion d'audit quant à l'efficacité des systèmes de la Société.
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables utilisées par les représentants légaux ainsi que le caractère soutenable des valeurs estimées présentées par les représentants légaux et des indications y afférentes.
- nous tirons des conclusions quant au caractère approprié du principe comptable de la continuité d'exploitation appliqué par les représentants légaux et évaluons, sur la base des éléments d'audit probants que nous avons obtenus, s'il existe une incertitude importante en relation avec des événements ou des circonstances susceptibles de soulever des doutes significatifs quant à la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous parvenons à la conclusion qu'il existe une incertitude importante, nous sommes alors tenus, dans le rapport de certification, d'attirer l'attention sur les indications y afférentes dans les comptes annuels et dans le rapport de gestion, ou, si ces données sont inappropriées, de modifier notre opinion d'audit. Nous tirons nos conclusions sur la base des éléments d'audit probants obtenus par nos soins jusqu'à la date de notre rapport de certification. Des événements ou des circonstances futurs peuvent néanmoins conduire à ce que la Société ne soit plus en mesure de poursuivre ses activités.
- nous évaluons la présentation générale, la structure et le contenu des comptes annuels y compris les données, et si les comptes annuels présentent les opérations et les événements sous-jacents de manière telle qu'ils donnent, en tenant compte des principes allemands de comptabilité régulière, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Société.
- nous évaluons la concordance du rapport de gestion avec les comptes annuels, sa conformité avec les lois et l'image qu'il donne de la situation de la Société.
- nous mettons en œuvre des procédures d'audit relatives aux données prospectives présentées par les représentants légaux dans le rapport de gestion. Ce faisant, sur la base d'éléments d'audit probants appropriés et suffisants, nous examinons notamment les hypothèses significatives sur lesquelles les données prospectives des représentants légaux sont fondées et évaluons si la déduction des données prospectives à partir de ces hypothèses est appropriée. Nous ne fournissons aucune opinion d'audit distincte sur les données prospectives ni sur les hypothèses sur lesquelles elles

sont fondées. Il existe un risque important et inévitable que les événements futurs diffèrent sensiblement des données prospectives.

Nous discutons notamment avec les responsables de la surveillance de l'étendue prévue et du calendrier de l'audit ainsi que des constatations d'audit importantes, y compris des éventuelles lacunes du système de contrôle interne que nous avons relevées durant la réalisation de notre audit.

Nous faisons une déclaration aux responsables de la surveillance dans laquelle nous indiquons que nous avons respecté les exigences pertinentes en matière d'indépendance, et discutons avec eux de toutes les relations et autres faits raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance, et des mesures de protection mises en place à cet effet.

Parmi les éléments que nous avons abordés avec les responsables de la surveillance, nous déterminons ceux qui ont été les plus significatifs dans l'audit des comptes annuels pour la période sous revue et qui constituent, par conséquent, les éléments clés de l'audit. Nous décrivons ces éléments dans le rapport de certification, à moins que des lois ou d'autres dispositions légales n'excluent la divulgation de ces éléments.

#### Autres exigences légales et juridiques

#### ***Note relative à l'audit des reproductions électroniques des comptes annuels et du rapport de gestion créées à des fins de divulgation au titre du § 317, al. 3b HGB***

##### **Opinion d'audit**

Nous avons procédé à un audit avec un degré de certitude suffisant conformément au § 317, al. 3b HGB, afin de déterminer si les reproductions électroniques des comptes annuels et du rapport de gestion créées à des fins de divulgation et contenues dans le fichier joint « BayernLB\_JA+LB\_ESEF-2020-12-31.zip » (ci-après également « Documents FEEU ») satisfaisaient à tous les égards importants aux directives du § 328, al. 1 HGB relatives au format d'information électronique (« format FEEU »). Conformément aux dispositions légales allemandes, cet audit concerne uniquement la transposition des informations des comptes annuels et du rapport de gestion au format FEEU et non les informations contenues dans ces reproductions, ni les autres informations contenues dans le fichier susmentionné.

D'après notre évaluation, les reproductions des comptes annuels et du rapport de gestion contenues dans le fichier joint susmentionné et créées à des fins de divulgation satisfont à tous les égards importants aux directives du § 328, al. 1 HGB relatives au format d'information électronique. Nous ne formulons aucune opinion d'audit sur les informations contenues dans ces reproductions, ni sur les autres informations contenues dans le fichier susmentionné au-delà de la présente opinion d'audit et des opinions d'audit énoncées dans la « Note relative à l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion » ci-dessus, portant sur les comptes annuels joints et le rapport de gestion joint pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020.

##### **Fondement de l'opinion d'audit**

Nous avons procédé à notre audit des reproductions des comptes annuels et du rapport de gestion contenues dans le fichier joint susmentionné conformément au § 317, al. 3b HGB dans le respect du projet de norme d'audit de l'Institut allemand des commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW) intitulé « Prüfung der für Zwecke der Offenlegung erstellten elektronischen Wiedergaben von Abschlüssen und Lageberichten nach § 317 Abs. 3b HGB (IDW EPS 410) » (Audit des reproductions électroniques des comptes et rapports de gestion créées à des fins de divulgation conformément au § 317, al. 3b HGB (IDW EPS 410)) et de la norme « International Standard on Assurance Engagements 3000 (Revised) ». Notre responsabilité dans ce cadre est décrite plus en détail à la section « Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des documents FEEU ». Notre cabinet de commissaires aux comptes s'est conformé aux exigences relatives au système d'assurance de la qualité prescrites par la norme de l'IDW relative à l'assurance de la qualité « Anforderungen an die Qualitätssicherung in der Wirtschaftsprüferpraxis (IDW QS 1) » (Exigences relatives à l'assurance de la qualité applicables aux cabinets de commissaires aux comptes (IDW QS 1)).

##### **Responsabilité des représentants légaux et du Conseil de surveillance à l'égard des documents FEEU**

Les représentants légaux de la Société sont responsables de l'établissement des documents FEEU contenant les reproductions électroniques des comptes annuels et du rapport de gestion conformément au § 328, al. 1, phrase 4, n° 1 HGB.

En outre, les représentants légaux de la Société sont responsables des contrôles internes qu'ils jugent nécessaires à l'établissement de documents FEEU exempts d'infractions significatives – intentionnelles ou non – aux directives du § 328, al. 1 HGB relatives au format d'information électronique.

Les représentants légaux de la Société assument en outre la responsabilité pour le dépôt des documents FEEU, du rapport de certification, des comptes annuels audités joints et du rapport de gestion audité joint ainsi que d'autres documents à

divulguer auprès de l'organisme chargé de l'exploitation du Journal des annonces officielles du gouvernement fédéral allemand.

Le Conseil de surveillance surveille la création des documents FEEU dans le cadre du processus de reddition des comptes.

### Responsabilité des commissaires aux comptes pour l'audit des documents FEEU

Notre objectif est de déterminer avec un degré de sécurité suffisant si les documents FEEU sont exempts d'infractions significatives – intentionnelles ou non – aux exigences du § 328, al. 1 HGB. Au cours de l'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude critique. En outre,

- nous identifions et évaluons les risques d'infractions significatives – intentionnelles ou non – aux exigences du § 328, al. 1 HGB, planifions et mettons en œuvre des procédures d'audit pour répondre à ces risques, de même que nous nous attachons à obtenir des éléments d'audit probants, suffisants et appropriés, afin de servir de base à notre opinion d'audit.
- nous nous attachons à bien comprendre les contrôles internes pertinents pour l'audit des documents FEEU, afin de pouvoir planifier des procédures d'audit qui seront appropriées dans les circonstances données, mais notre objectif n'est pas de fournir une opinion d'audit quant à l'efficacité des contrôles.
- nous évaluons la validité technique des documents FEEU, c'est-à-dire que nous déterminons si le fichier contenant les documents FEEU répond aux directives du règlement délégué (UE) 2019/815, dans sa version en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière, en matière de spécifications techniques qui s'appliquent à lui.
- nous évaluons si les documents FEEU permettent une reproduction XHTML identique en termes de contenu des comptes annuels audités et du rapport de gestion audité.

### Autres données conformément à l'article 10 du règlement (UE) n° 537/2014

Nous avons été nommés commissaires aux comptes par l'Assemblée générale du 2 avril 2020. Nous avons été mandatés le 29 mai 2020 par le Directoire. Nous opérons de manière ininterrompue depuis l'exercice 2019 en tant que commissaires aux comptes de la Bayerische Landesbank AöR, Munich.

Nous déclarons que les opinions d'audit contenues dans le présent rapport de certification concordent avec le rapport supplémentaire remis au Comité d'audit, conformément à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Commissaire aux comptes responsable

Le commissaire aux comptes responsable de l'audit est Sven Hauke.

Munich, le 15 mars 2021

PricewaterhouseCoopers GmbH

Société d'experts-comptables

Sven Hauke

Commissaire aux comptes

Anne Witt

Commissaire aux comptes

## B. – Comptes consolidés au 31 décembre 2020

### I. – Bilan

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Caisse et banques centrales	(7, 39)	9 342	8 512
Prêts et créances sur les établissements de crédit	(8, 40)	56 177	31 106
Prêts et créances sur la clientèle	(8, 41)	152 376	144 997
Provisions pour risques et charges	(9, 42)	-1 084	-973
Ajustement des couvertures de portefeuille à l'actif	(10)	1 014	765
Actifs de transaction	(11, 43)	12 110	13 925
Valeurs de marché positives d'instruments financiers dérivés de couverture (hedge accounting)	(12, 44)	876	706
Immobilisations financières	(13, 45)	21 881	23 561
Immeubles de placement	(14, 46)	28	28
Immobilisations corporelles	(14, 47)	489	544
Immobilisations incorporelles	(15, 48)	144	102

Actifs d'impôts courants sur les bénéfices	(25, 49)	100	205
Actifs d'impôts différés sur les bénéfices	(25, 49)	680	581
Actifs non courants détenus en vue de la vente ou groupes destinés à être cédés	(16, 50)	26	–
Autres actifs	(17, 51)	2 113	1 905
<b>Total actifs</b>		<b>256 271</b>	<b>225 965</b>

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis à +/- une unité.

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Dettes envers les établissements de crédit	(18, 52)	75 995	50 152
Dettes envers la clientèle	(18, 53)	109 779	100 436
Dettes représentées par un titre	(18, 54)	43 037	44 570
Passifs de transaction	(19, 55)	9 374	10 312
Valeurs de marché négatives d'instruments financiers dérivés de couverture (hedge accounting)	(20, 56)	1 178	1 224
Provisions	(21, 57)	2 895	(1) 4 801
Passifs d'impôts courants sur les bénéfices	(25, 58)	162	241
Dettes de groupes destinés à être cédés	(59)	6	–
Autres passifs	(22, 60)	584	583
Capital subordonné	(23, 61)	1 685	2 107
Capitaux propres	(62)	11 576	11 537
Capital propre sans apports extérieurs		11 559	11 521
Capital souscrit		3 412	3 412
Réserves constituées sur le capital		2 182	2 182
Réserves sur bénéfices non distribués		5 719	(1) 5 667
Réserves de réévaluation		165	109
Réserves de conversion		5	2
Résultat de l'exercice		75	150
Intérêts minoritaires		18	16
<b>Total passifs</b>		<b>256 271</b>	<b>225 965</b>

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis à +/- une unité.

(1) Ajustement selon IAS 8.42 (voir Note (2)).

## II. – Compte de résultat consolidé

<b>(En millions d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
Produit d'intérêts		5 258	5 929
Produits d'intérêts d'instruments financiers déterminés selon la méthode du taux d'intérêt effectif		3 126	(1) 3 590
Produits d'intérêts - Divers		2 132	(1) 2 339
Charges d'intérêts		–3 486	–4 203
Charges d'intérêts d'instruments financiers déterminées selon la méthode du taux d'intérêt effectif		–1 372	–1 804
Charges d'intérêts - Divers		–2 113	–2 399
Produit net d'intérêts	(27)	1 772	1 726
Provisions pour risques et charges	(28)	–142	251
Revenu net d'intérêts après provisionnement pour risques		1 631	1 978
Produit de commissions		747	715
Charges de commissions		–416	–428
Produit net des commissions	(29)	331	287
Résultat d'évaluation à la juste valeur	(30)	62	–2
Résultat des opérations de couverture (hedge accounting)	(31)	11	(1) –13
Résultat d'actifs financiers décomptabilisés	(32)	–14	4
Résultat des placements financiers	(33)	68	40
Charges générales d'exploitation	(34)	–1 520	–1 446
Charges liées à la taxe bancaire et à la garantie des dépôts	(35)	–161	–134
Résultat des autres produits/charges d'exploitation	(36)	75	(2) 159

Résultat de restructuration	(37)	-287	-217
Résultat avant impôts		195	656
Impôt sur les bénéfices	(38)	37	-187
Résultat après impôts		232	469
Part du résultat des intérêts minoritaires		-3	-3
Résultat net consolidé		228	466

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis à +/- une unité.

(1) Ajustement selon IAS 8.22 (voir Note (2)).

(2) Ajustement selon IAS 8.42 (voir Note (2)).

### III. – Compte de flux de trésorerie pour le Groupe

(En millions d'euros)	1/1-31/12/2020	1/1-31/12/2019
Résultat après impôts	232	(1) 469
Postes non décaissables compris dans le bénéfice de l'exercice et transfert au cash-flow sur les produits de l'activité d'exploitation bancaire		
Amortissements, corrections de valeur et plus-values sur créances et actifs immobilisés	443	271
Variation des provisions	-1 659	(1) 805
Variation d'autres postes non décaissables	121	(2) -658
Gain/perte résultant de la vente d'actifs immobilisés	-34	1
Autres ajustements (pour solde)	-1 515	(2) -1 509
Résultat intermédiaire	-2 410	-621
Variation du patrimoine et des engagements résultant de l'activité d'exploitation bancaire		
Créances		
Sur les établissements de crédit	-25 073	5 505
Sur la clientèle	-7 828	-6 447
Provisions pour risques et charges	-249	-244
Portefeuille des titres (sauf investissements financiers) et des instruments dérivés	2 296	2 730
Autres actifs issus de l'activité d'exploitation bancaire	-208	660
Dettes		
Envers les établissements de crédit	25 896	-3 918
Envers la clientèle	9 637	6 889
Dettes représentées par un titre	-1 226	-1 034
Autres passifs issus de l'activité d'exploitation bancaire	-225	-186
Flux de trésorerie liés aux instruments de couverture dérivés	-645	251 <sup>2</sup>
Intérêts et dividendes perçus	7 078	9 002 <sup>2</sup>
Intérêts versés	-5 503	-7 477
Impôts sur les bénéfices	-60	-16
Cash-flow de l'activité d'exploitation bancaire	1 479	5 094
Encaissements résultant de la vente		
D'immobilisations financières	41	8
D'immobilisations corporelles	55	1
D'immobilisations incorporelles	0	2
Décaissements pour l'achat		
D'immobilisations financières	-3	-19
D'immobilisations corporelles	-49	-37
D'immobilisations incorporelles	-73	-52
Cash-flow de l'activité d'investissement	-30	-97
Décaissements résultant de versements aux propriétaires d'entreprise et aux associés minoritaires	-2	-180
Variations de trésorerie résultant de capitaux subordonnés (pour solde)	-408	252
Cash-flow de l'activité de financement	-410	73
Encours de moyens de paiement à la fin de la période précédente	8 512	3 335
+/- Cash-flow de l'activité d'exploitation bancaire	1 479	5 094

+/- Cash-flow de l'activité d'investissement	-30	-97
+/- Cash-flow de l'activité de financement	-410	73
Variations de l'encours de moyens de paiement liées aux cours de change, au périmètre de consolidation et à l'évaluation	-208	107
<b>Encours de moyens de paiement à la fin de la période de référence</b>	<b>9 342</b>	<b>8 512</b>

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis à +/- une unité.

Des informations concernant les postes de compte de flux de trésorerie sont données dans Note (72).

(1) Ajustement selon IAS 8.42 (voir Note (2)).

(2) Ajustement selon IAS 8.22 (voir Note (2)).

#### IV. – Etat du résultat global

(En millions d'euros)	Notes	2020	2019
Résultat après impôts selon le compte de résultat		232	(1) 469
Éléments ayant un effet temporairement neutre sur le compte de résultat de l'autre résultat global			
Variations de la réserve de réévaluation, qui comprend les résultats de l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers de la catégorie « Financial Assets mandatorily measured at Fair Value through Other Comprehensive Income ».	(62)	46	45
Variation sans impôts latents		65	65
Variation de valeur		114	170
Variation d'encours suite à la réalisation de bénéfices ou de pertes		-49	-106
Variation des impôts latents		-19	-20
Variations de la réserve de réévaluation, qui comprend les variations de la juste valeur des swaps de devises résultant des fluctuations du spread relatif au risque de base des opérations en monnaie étrangère	(62)	-4	-8
Variation sans impôts latents		-4	-8
Variation de valeur		-4	-8
Variation d'encours suite à la réalisation de bénéfices ou de pertes		—	—
Variation des impôts latents		—	—
Variation pour effets des variations des cours des monnaies étrangères	(62)	3	—
Variation sans impôts latents		3	—
Variation de valeur		3	—
Variation d'encours suite à la réalisation de bénéfices ou de pertes		—	—
Variation des impôts latents		—	—
Éléments ayant un effet durablement neutre sur le compte de résultat de l'autre résultat global			
Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option » comptabilisées sans effet sur le résultat	(62)	14	73
Variation sans impôts latents		13	97
Variation de la réserve de réévaluation pour variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option »		14	92
Variation des résultats non distribués pour variations réalisées de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option »		-1	5
Variation des impôts latents		1	-24
Variation résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	(62)	-238	-321
Variation sans impôts latents		-280	-355
Variation de valeur		-280	-355
Variation des impôts latents		43	34
Autre résultat global après impôts		-179	-211
Total des éléments du résultat global comptabilisé avec et sans effet sur le résultat		53	258
Attribuable			

Aux détenteurs de capital BayernLB		50	255
Aux intérêts minoritaires		3	3
Résultat global attribuable aux détenteurs de capital BayernLB :			
Des activités poursuivies		50	255
Des activités abandonnées		–	–

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis à +/- une unité.

(1) Ajustement selon IAS 8.42 (voir Note (2)).

## V. – Etat des variations de capitaux propres

2019 (En millions d'euros.)	Société mère				
	Capital souscrit	Instruments de capital hybrides	Réserves constituées sur le capital	Réserves sur bénéfices non distribués	Réserve de réévaluation
Situation au 31/12/2018	3 412	21	2 182	(1) 5 660	4
Ajustements selon IAS 8 (2)	–	–	–	5	–
Situation au 01/01/2019	3 412	21	2 182	5 666	4
Variations de la réserve de réévaluation					
Variations de la réserve de réévaluation d'instruments de capitaux de tiers - FVOCIM (3)	–	–	–	–	45
Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit - FVPLD (FVO) (4)	–	–	–	5	68
Variations de la juste valeur des sw aps de devises résultant des fluctuations du spread relatif au risque de base des opérations en monnaie étrangère	–	–	–	–	–8
Variations pour effets des variations des cours des monnaies étrangères	–	–	–	–	–
Variations résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	–	–	–	–321	–
Autre résultat global	–	–	–	–315	105
+Résultat net consolidé (2)	–	–	–	–	–
+Total du résultat net consolidé global	–	–	–	–315	105
Augmentations/réductions du capital					
Variations du périmètre de consolidation et autres	–	–20	–	1	–
Dotations aux/prélèvements sur les réserves (2)	–	–	–	315	–
Distribution sur les apports tacites, les droits de jouissance et apport de capital affecté	–	–	–	–	–
Distribution de bénéfice	–	–	–	–	–
Situation au 31/12/2019	3 412	–	2 182	5 667	109

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis à +/- une unité.

Des informations concernant les capitaux propres sont données dans Note (62).

(1) Ajustements 31/12/2018 (voir le rapport annuel de 31/12/2019 (Note (2))).

(2) Ajustements selon IAS 8.42 (voir Note (2)).

(3) Réserve de réévaluation - Résultats de l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers de la catégorie « Financial Assets mandatorily measured at Fair Value through Other Comprehensive Income ».

(4) Réserve de réévaluation - Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option » comptabilisées sans effet sur le résultat, ainsi que reclassements des variations réalisées de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit en résultats non distribués.

2019 (En millions d'euros.)	Société mère			Intérêts minoritaires	Capitaux propres – part du Groupe
	Réserve résultant de la conversion des monnaies étrangères	Résultat net consolidé	Capitaux propres avant intérêts minoritaires		
Situation au 31/12/2018	2	175	11 455	18	11 473
Ajustements selon IAS 8 (2)	–	–	5	–	5
Situation au 01/01/2019	2	175	11 461	18	11 478
Variations de la réserve de réévaluation					
Variations de la réserve de réévaluation d'instruments de capitaux de tiers - FVOCIM (3)	–	–	45	–	45
Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit - FVPLD (FVO) (4)	–	–	73	–	73
Variations de la juste valeur des sw aps de devises résultant des fluctuations du spread relatif au risque de base des opérations en monnaie étrangère	–	–	–8	–	–8

Variations pour effets des variations des cours des monnaies étrangères	—	—	—	—	—
Variations résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	—	—	—321	—	—321
Autre résultat global	—	—	—211	—	—211
Résultat net consolidé (2)	—	466	466	3	469
Total du résultat net consolidé global	—	466	255	3	258
Augmentations/réductions du capital	—	—	—	—	—
Variations du périmètre de consolidation et autres	—	—	—19	—	—19
Dotations aux/prélèvements sur les réserves (2)	—	—315	—	—	—
Distribution sur les apports tacites, les droits de jouissance et apport de capital affecté	—	—	—	—	—
Distribution de bénéfice	—	—175	—175	—5	—180
Situation au 31/12/2019	2	150	11 521	16	11 537

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis à +/- une unité.

Des informations concernant les capitaux propres sont données dans Note (62).

(1) Ajustements 31/12/2018 (voir le rapport annuel de 31/12/2019 (Note (2))).

(2) Ajustements selon IAS 8.42 (voir Note (2)).

(3) Réserve de réévaluation - Résultats de l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers de la catégorie « Financial Assets mandatorily measured at Fair Value through Other Comprehensive Income ».

(4) Réserve de réévaluation - Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option » comptabilisées sans effet sur le résultat, ainsi que reclassements des variations réalisées de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit en résultats non distribués.

2020 (En millions d'euros.)	Société mère				
	Capital souscrit	Instruments de capital hybrides	Réserves constituées sur le capital	Réserves sur bénéfices non distribués	Réserve de réévaluation
Situation au 31/12/2019	3 412	—	2 182	5 667	109
Ajustements selon IAS 8	—	—	—	—	—
Situation au 01/01/2020	3 412	—	2 182	5 667	109
Variations de la réserve de réévaluation	—	—	—	—	—
Variations de la réserve de réévaluation d'instruments de capitaux de tiers - FVOCIM (3)	—	—	—	—	46
Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit - FVPLD (FVO) (4)	—	—	—	—1	16
Variations de la juste valeur des swaps de devises résultant des fluctuations du spread relatif au risque de base des opérations en monnaie étrangère	—	—	—	—	—4
Variations pour effets des variations des cours des monnaies étrangères	—	—	—	—	—
Variations résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	—	—	—	—238	—
Autre résultat global	—	—	—	—239	57
Résultat net consolidé	—	—	—	—	—
Total du résultat net consolidé global	—	—	—	—239	57
Augmentations/réductions du capital	—	—	—	—	—
Variations du périmètre de consolidation et autres	—	—	—	—12	—
Dotations aux/prélèvements sur les réserves	—	—	—	303	—
Distribution sur les apports tacites, les droits de jouissance et apport de capital affecté	—	—	—	—	—
Distribution de bénéfice	—	—	—	—	—
Situation au 31/12/2020	3 412	—	2 182	5 719	165

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis à +/- une unité.

Des informations concernant les capitaux propres sont données dans Note (62).

(1) Ajustements 31/12/2018 (voir le rapport annuel de 31/12/2019 (Note (2))).

(2) Ajustements selon IAS 8.42 (voir Note (2)).

(3) Réserve de réévaluation - Résultats de l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers de la catégorie « Financial Assets mandatorily measured at Fair Value through Other Comprehensive Income ».

(4) Réserve de réévaluation - Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option » comptabilisées sans effet sur le résultat, ainsi que reclassements des variations réalisées de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit en résultats non distribués.



2020 (En millions d'euros.)	Société mère			Intérêts minoritaires	Capitaux propres – part du Groupe
	Réserve résultant de la conversion des monnaies étrangères	Résultat net consolidé	Capitaux propres avant intérêts minoritaires		
Situation au 31/12/2019	2	150	11 521	16	11 537
Ajustements selon IAS 8	–	–	–	–	–
Situation au 01/01/2020	2	150	11 521	16	11 537
Variations de la réserve de réévaluation	–	–	–	–	–
Variations de la réserve de réévaluation d'instruments de capitaux de tiers - FVOCIM (3)	–	–	46	–	46
Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit - FVPLD (FVO) (4)	–	–	14	–	14
Variations de la juste valeur des sw aps de devises résultant des fluctuations du spread relatif au risque de base des opérations en monnaie étrangère	–	–	–4	–	–4
Variations pour effets des variations des cours des monnaies étrangères	3	–	3	–	3
Variations résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	–	–	–238	–	–238
Autre résultat global	3	–	–179	–	–179
Résultat net consolidé	–	228	228	3	232
Total du résultat net consolidé global	3	228	50	3	53
Augmentations/réductions du capital	–	–	–	–	–
Variations du périmètre de consolidation et autres	–	–	–12	–	–12
Dotations aux/prélèvements sur les réserves	–	–303	–	–	–
Distribution sur les apports tacites, les droits de jouissance et apport de capital affecté	–	–	–	–	–
Distribution de bénéfice	–	–	–	–2	–2
Situation au 31/12/2020	5	75	11 559	18	11 576

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis à +/- une unité.

Des informations concernant les capitaux propres sont données dans Note (62).

(1) Ajustements 31/12/2018 (voir le rapport annuel de 31/12/2019 (Note (2))).

(2) Ajustements selon IAS 8.42 (voir Note (2)).

(3) Réserve de réévaluation - Résultats de l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers de la catégorie « Financial Assets mandatorily measured at Fair Value through Other Comprehensive Income ».

(4) Réserve de réévaluation - Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option » comptabilisées sans effet sur le résultat, ainsi que reclassements des variations réalisées de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit en résultats non distribués.

## VI. – Rapport de certification du commissaire aux comptes indépendant

Le rapport de certification reproduit ci-dessous comporte également une « Note relative à l'audit des reproductions électroniques des comptes annuels et du rapport de gestion créées à des fins de divulgation au titre du § 317, al. 3b HGB » (« Note FEEU »). L'objet de l'audit sur lequel se fonde la note FEEU (les documents FEEU à auditer) n'est pas joint. Les documents FEEU audités peuvent être consultés dans le Journal des annonces officielles du gouvernement fédéral allemand.

À l'attention de la Bayerische Landesbank AöR, Munich

Note relative à l'audit des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé

### Opinions d'audit

Nous avons audité les comptes consolidés de la Bayerische Landesbank AöR, Munich, et de ses filiales (le Groupe), qui se composent du bilan consolidé au 31 décembre 2020, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le compte des flux de trésorerie pour le Groupe pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020 ainsi que l'annexe consolidée, comprenant un résumé des principales méthodes comptables. Nous avons, en outre, audité le rapport de gestion consolidé de la Bayerische Landesbank AöR, qui est associé au rapport de gestion de la Société, pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020.

Sur la base des conclusions auxquelles nous sommes parvenus lors de l'audit,

- les comptes consolidés ci-joints sont conformes à tous les égards importants aux normes IFRS dans ses modalités d'application en vigueur dans l'Union européenne, ainsi qu'aux prescriptions légales allemandes s'appliquant à titre complémentaire conformément au § 315e, al. 1 HGB (Code de commerce allemand) et donnent une image fidèle de la situation patrimoniale et financière du Groupe au 31 décembre 2020 et de ses résultats pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020 en respectant ces principes et

— le rapport de gestion consolidé ci-joint donne, dans son ensemble, une image fidèle de la situation du Groupe. Le rapport de gestion consolidé concorde à tous égards importants avec les comptes consolidés, il est conforme aux dispositions légales allemandes et présente de manière exacte les risques et opportunités de l'évolution future. Conformément au § 322, al. 3, phrase 1 HGB, nous déclarons que notre audit n'a conduit à aucune objection quant à la régularité des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé.

### **Fondement de l'opinion d'audit**

Nous avons réalisé notre audit des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé en conformité avec le § 317 HGB et le règlement (UE) relatif aux contrôleurs légaux des comptes (n° 537/2014 ; ci-après « règlement (UE) n° 537/2014 ») et selon les normes professionnelles d'audit fixées par l'Institut allemand des commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW). Notre responsabilité au titre de ces prescriptions et principes est décrite plus en détail à la section « Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé » de notre rapport de certification. Conformément aux réglementations commerciales et professionnelles allemandes et européennes, nous sommes indépendants des entreprises du groupe et avons acquitté nos autres obligations professionnelles allemandes conformément à ces exigences. Nous déclarons, en outre, conformément à l'article 10, al. 2, lettre f) du règlement (UE) n° 537/2014, n'avoir fourni aucun service autre que l'audit, interdit selon l'article 5, al. 1 du règlement (UE) n° 537/2014. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour servir de base à notre opinion d'audit sur les comptes consolidés et le rapport de gestion consolidé.

### **Éléments clés de l'audit dans l'audit des comptes annuels consolidés**

Les éléments clés de l'audit sont les éléments que nous considérons, selon notre jugement professionnel, comme ayant été les plus significatifs dans notre audit des comptes consolidés pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020. Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, ces éléments ont été pris en compte dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion d'audit ; nous n'émettons cependant aucune opinion d'audit distincte à leur sujet. Nous estimons que les éléments les plus significatifs pour notre audit étaient les suivants :

1. - Provisions pour risques dans les opérations de crédits
2. - Provisions pour pensions
3. - Provisions pour restructuration dans le cadre du programme de transformation « Fokus 24 »

Nous avons structuré comme suit notre présentation des éléments clés de l'audit :

1. Sujet et problématique
2. Méthode de vérification et enseignements tirés
3. Renvoi à des informations complémentaires

Nous présentons ci-après les éléments clés de l'audit :

#### **1. – Provisions pour risques dans les opérations de crédits avec les clients**

1. Les comptes consolidés de la Société affichent au poste du bilan « Prêts et créances sur la clientèle » des créances provenant de crédits d'un montant de 152,4 milliards d'euros (59,5 % du total du bilan). Les provisions pour risques constituées à cette fin figurent dans un poste distinct et s'élèvent à 1 072,8 millions d'euros. Il existe, en outre, des garanties financières et des accords de crédit à hauteur de 58,8 milliards d'euros pour lesquels sont comptabilisées des provisions dans les opérations de crédits à hauteur de 113 millions d'euros. Le Groupe détermine les provisions pour risques conformément aux dispositions applicables de la norme IFRS 9 en utilisant un modèle en trois étapes (aussi appelées catégories) basé sur le système de pertes de crédit attendues. Des méthodes mathématiques-statistiques sont utilisées pour les instruments financiers de catégories 1 et 2, tandis que les pertes de crédit attendues sont déterminées pour les instruments financiers de catégorie 3 sur la base d'estimations des flux de trésorerie futurs au niveau de l'instrument financier individuel. Le calcul des pertes de crédit attendues est, notamment, déterminé par les estimations des représentants légaux en ce qui concerne l'affectation dans une catégorie ainsi que par certains paramètres tels que le montant des pertes en cas de défaut, la probabilité de défaut et le taux de perte au moment du défaut ainsi que – en cas de catégorie 3 – par des estimations des flux de trésorerie futurs, en tenant compte des sûretés existantes, notamment eu égard aux répercussions attendues de la pandémie persistante de coronavirus sur les opérations de crédits avec les clients. En ce qui concerne la constitution des provisions pour risques, des facteurs de risques ont été pris en compte dans le cadre des ajustements postérieurs au modèle (ou Post Model Adjustments), dans la mesure où ils n'avaient pas déjà été intégrés dans les paramètres de calcul des modèles. Ils visent à prendre en considération les incertitudes existantes générées par la pandémie de coronavirus et les attentes des représentants légaux qui n'ont, de ce fait, pas encore été prises en compte dans les modèles. La détermination des provisions pour risques est, d'une part, d'une grande importance en termes de montant pour la situation patrimoniale et des résultats du Groupe et, d'autre part, implique de grandes marges d'appréciation. L'estimation des paramètres susmentionnés et la prise en compte d'informations macroéconomiques prospectives ont un impact significatif sur la constitution resp. sur le montant des provisions pour risques, eu égard

également à la pandémie de coronavirus. Dans ce contexte, ce sujet a revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit.

2. Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons dans un premier temps évalué l'adéquation de la conception des contrôles dans le système de contrôle interne pertinent en tenant compte de notre compréhension de l'organisation de l'entreprise, des systèmes informatiques mis en place et des méthodes d'évaluation utilisées et avons testé la fonctionnalité de ces contrôles. Nous avons, en outre, évalué les créances clients, y compris l'adéquation des valeurs estimées, sur la base d'échantillons d'engagements de crédit. Pour ce faire, nous avons apprécié, entre autres, les documents sur la situation économique et la valeur des sûretés correspondantes. Dans le cas des sûretés immobilières pour lesquelles il nous a été fourni des évaluations, nous avons acquis une compréhension des données de base sous-jacentes, des paramètres d'évaluation appliqués et des hypothèses formulées, nous les avons appréciés de manière critique et avons évalué si elles se situent dans une fourchette raisonnable. Avec le soutien de nos spécialistes en mathématiques financières, nous avons examiné les modèles utilisés, en vue de déterminer les provisions pour risques, quant à leur adéquation et leur fonctionnalité. Nous avons, en outre, examiné les hypothèses et l'établissement des paramètres utilisés pour l'affectation dans une catégorie et pour la détermination des pertes de crédit attendues. Nous avons à cet égard tenu compte en particulier de l'estimation, par les représentants légaux, des répercussions de la pandémie de coronavirus sur la situation économique des preneurs de crédit et la valeur des sûretés correspondantes et avons étudié la manière dont elle a été prise en compte pour l'évaluation des créances clients. Nous avons examiné la nécessité de constituer des ajustements postérieurs au modèle et reconstitué la manière dont leur montant a été déterminé. Sur la base des procédures d'audit que nous avons effectuées, nous avons pu nous persuader dans l'ensemble du caractère soutenable des hypothèses posées par les représentants légaux dans le cadre de leur vérification de la valeur du portefeuille de crédits ainsi que de l'adéquation et de l'efficacité des processus mis en place.

3. Les informations fournies par les représentants légaux de la Société relatives aux provisions pour risques constituées figurent dans les comptes consolidés, en particulier dans les notes (6), (9), (28), (42), (57) et (75) de l'annexe aux comptes consolidés.

## **2. – Provisions pour pensions**

1. Il existe différents plans de pension - avec des collaborateurs du Groupe actifs, des collaborateurs anciens ayant des droits acquis à pension et des collaborateurs retraités -, lesquels sont comptabilisés à la date de clôture du bilan au poste de bilan « Provisions » pour un montant total de 2,0 milliards d'euros. Les provisions pour pensions se composent des obligations au titre des régimes à prestations définies à hauteur de 4,7 milliards d'euros et des actifs du régime à hauteur de 2,7 milliards d'euros. Le montant des provisions est déterminé sur la base des rapports actuariels mandatés par la Société, établis conformément à la méthode des prestations par année de service (ou « projected unit credit method », c'est-à-dire la méthode des unités de crédit projetées), en tenant compte des actifs du régime existants. Pour le calcul des engagements de pension, des hypothèses doivent être formulées notamment sur l'évolution à long terme des salaires et des retraites, la fluctuation, l'évolution des retraites dans le régime légal d'assurance retraite, l'inflation et la probabilité biométrique. Le taux d'actualisation doit être dérivé des rendements d'obligations d'entreprises de haute qualité ayant des échéances comparables et la même monnaie. Des extrapolations régulières doivent être effectuées à cet égard, étant donné qu'il n'existe pas d'obligations d'entreprises suffisantes à long terme. Au cours de l'exercice, la Société a transféré des actifs vers BayernLB Treuhand e.V., l'association des fiduciaires créée. Ces actifs satisfont aux conditions requises pour être considérés comme des actifs du régime et sont par conséquent déduits des obligations au titre des régimes à prestations définies. Les actifs du régime sont évalués à leur juste valeur, ce qui implique des incertitudes d'estimation. De notre point de vue, ces éléments ont revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit, car la comptabilisation et l'évaluation de ce poste significatif en termes de montant reposent dans une large mesure sur des estimations et des hypothèses formulées par les représentants légaux de la Société.

2. Dans le cadre de notre audit, nous avons, entre autres, apprécié les rapports d'expertises actuariels obtenus et la qualification professionnelle des experts externes. De plus, nous nous sommes notamment penchés sur les caractéristiques spécifiques des calculs actuariels et avons vérifié l'adéquation resp. l'exactitude de la structure quantitative, des paramètres actuariels ainsi que des procédures d'évaluation sur lesquelles reposent les évaluations. Sur cette base, nous avons, entre autres, reconstitué le calcul des provisions ainsi que la présentation dans le bilan et l'annexe aux comptes consolidés (Notes). Nous avons examiné si les actifs détenus par l'association des fiduciaires BayernLB Treuhand e.V. remplissaient les conditions s'appliquant à une comptabilisation en tant qu'actifs du régime. Afin de vérifier les valeurs de marché des actifs du régime, nous avons consulté et apprécié les justificatifs d'actifs.

Sur la base de nos procédures d'audit, nous avons pu nous persuader que les estimations et les hypothèses émises par les représentants légaux sont justifiées et suffisamment documentées.

3. Les informations fournies par les représentants légaux de la Société relatives aux provisions pour pensions constituées figurent dans les comptes consolidés, en particulier dans les notes (21) et (57) de l'annexe aux comptes consolidés.

### **3. – Provisions pour restructuration dans le cadre du programme de transformation « Fokus 24 »**

1. En 2019, la Société a adopté une nouvelle orientation stratégique pour le Groupe BayernLB, avec réalisation à l'horizon 2024. La mise en œuvre du programme de transformation « Fokus 24 » a ainsi débuté au cours de l'exercice avec l'adoption d'un plan de restructuration qui étend le plan de restructuration décidé en 2019 concernant l'orientation stratégique des activités sur le marché des capitaux et qui prévoit un redimensionnement significatif du portefeuille de produits ainsi que d'importantes réductions des frais d'administration. Dans ce contexte, le nombre de collaborateurs doit, entre autres, être réduit. La Société a communiqué, au cours de l'exercice 2020, le plan de restructuration aux instances représentatives du personnel et a informé les collaborateurs des objectifs de réduction du personnel dans le cadre du programme de transformation « Fokus 24 ». Les instruments en matière de personnel convenus avec les instances représentatives du personnel en 2019 constituent la base des suppressions de postes visées par la Société. Dans le cadre des mesures de restructuration prévues, la Société a comptabilisé en 2020 une provision pour restructuration à hauteur de 286,2 millions d'euros en tant que charge. Le montant total des provisions pour restructuration constituées en 2019 et 2020 s'élève à 479,0 millions d'euros. De notre point de vue, ce sujet a revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit, car l'évaluation des provisions pour restructuration est, d'une part, d'une importance fondamentale en termes de montant et que d'autre part, elle repose sur des estimations et des hypothèses émises par les représentants légaux.

2. Une condition de la comptabilisation d'une provision pour restructuration est tout d'abord que la définition d'une mesure de restructuration selon IAS 37.10 soit satisfaite. Il faut ensuite vérifier les critères généraux de comptabilisation et d'évaluation des provisions selon IAS 37.14 et les critères plus spécifiques d'IAS 37.72. S'il s'agit d'une provision relative aux indemnités de fin de contrat de travail, les dispositions de la norme IAS 19 doivent être appliquées. Dans le cadre de notre audit, nous avons évalué si les différents critères de comptabilisation étaient existants et si l'évaluation des provisions pour restructuration avait été effectuée en bonne et due forme. À cette fin, nous avons exigé que les preuves correspondantes nous soient soumises par les représentants légaux de la Société et nous les avons évaluées. Nous avons ainsi pu acquiescer la conviction que ce sujet ainsi que les estimations et hypothèses émises par les représentants légaux pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions pour restructuration sont suffisamment documentés et justifiés. L'évaluation est effectuée dans les fourchettes que nous considérons comme raisonnables.

3. Les informations fournies par les représentants légaux de la Société relatives aux provisions pour restructuration constituées figurent dans les comptes consolidés, en particulier dans les notes (21), (37) et (57) de l'annexe aux comptes consolidés.

### **Autres informations**

Les représentants légaux sont responsables des autres informations. Les autres informations comprennent le rapport annuel – sans autres références croisées à des informations externes – à l'exception des comptes consolidés audités, du rapport de gestion consolidé audité ainsi que notre rapport de certification et le rapport non financier distinct établi au titre du § 289b al. 3 HGB et § 315b al. 3 HGB.

Notre opinion d'audit formulée sur les comptes consolidés et le rapport de gestion consolidé ne s'étend pas aux autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ou toute autre forme de conclusion d'audit à ce sujet.

Dans le cadre de notre audit, il nous incombe de lire les autres informations et d'évaluer si elles

- présentent des incohérences significatives avec les comptes consolidés, le rapport de gestion consolidé ou les connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou
- si elles semblent par ailleurs être présentées de façon inexacte.

### **Responsabilité des représentants légaux et du Conseil de surveillance à l'égard des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé**

Les représentants légaux sont responsables de la conformité à tous les égards importants de l'établissement des comptes consolidés avec les normes IFRS dans ses modalités d'application en vigueur dans l'Union européenne, les prescriptions légales allemandes s'appliquant à titre complémentaire conformément au § 315<sup>e</sup> al. 1 HGB, et doivent s'assurer que les comptes consolidés donnent une image fidèle de la situation patrimoniale et financière du Groupe et de ses résultats en respectant ces principes. Par ailleurs, les représentants légaux sont responsables des contrôles internes qu'ils ont déterminés comme étant nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci soient intentionnelles ou non.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les représentants légaux sont chargés d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre ses activités. Ils sont, en outre, chargés de présenter, dès lors qu'ils sont pertinents, les éléments liés à la

poursuite de l'exploitation. Ils sont, en outre, responsables de la comptabilité sur la base du principe comptable de continuité d'exploitation, à moins qu'il ne soit prévu de liquider le Groupe ou d'arrêter ses activités ou qu'il n'y ait aucune alternative viable.

Les représentants légaux sont, par ailleurs, responsables de l'établissement du rapport de gestion consolidé, qui donne, dans son ensemble, une image fidèle de la situation du Groupe, concorde à tous les égards importants avec les comptes consolidés, est conforme aux dispositions légales allemandes et présente fidèlement les risques et opportunités de l'évolution future. En outre, les représentants légaux sont responsables des dispositions et des mesures (systèmes) qu'ils ont considérées comme étant nécessaires pour permettre l'établissement d'un rapport de gestion consolidé conformément aux prescriptions légales allemandes applicables et pour pouvoir fournir des pièces justificatives appropriées et suffisantes pour les assertions du rapport de gestion consolidé.

Le Conseil de surveillance est responsable du suivi du processus d'élaboration de l'information financière du Groupe en vue de l'établissement des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé.

### **Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé**

Notre objectif est d'obtenir l'assurance suffisante que les comptes consolidés dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, intentionnelles ou non, et que le rapport de gestion consolidé donne, dans son ensemble, une image fidèle de la situation du Groupe, concorde à tous les égards importants avec les comptes consolidés ainsi qu'avec les conclusions auxquelles nous sommes parvenus à l'issue de nos travaux, est conforme aux dispositions légales allemandes et présente fidèlement les risques et opportunités de l'évolution future. Notre objectif est également d'établir un rapport de certification comprenant notre opinion d'audit sur les comptes consolidés et le rapport de gestion consolidé. Une assurance suffisante signifie un niveau élevé d'assurance, mais ne constitue en aucun cas une garantie qu'un audit réalisé conformément au § 317 HGB et au règlement (UE) n° 537/2014 et selon les normes professionnelles d'audit fixées par l'Institut allemand des commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW) détectera nécessairement une anomalie significative. Les anomalies peuvent résulter d'infractions ou d'inexactitudes et sont considérées comme étant significatives lorsqu'il est raisonnablement possible de s'attendre à ce qu'elles influencent, de manière individuelle ou globale, les décisions économiques prises par leurs destinataires sur la base des présents comptes consolidés et rapport de gestion consolidé.

Au cours de l'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude critique. En outre,

- nous identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives – intentionnelles ou non – dans les comptes consolidés et le rapport de gestion consolidé, planifions et mettons en œuvre des procédures d'audit pour répondre à ces risques, de même que nous nous attachons à obtenir des éléments d'audit probants, suffisants et appropriés, afin de servir de base à notre opinion d'audit. Le risque que des anomalies significatives ne soient pas détectées est plus élevé en cas d'infractions qu'en cas d'inexactitudes, car les infractions peuvent comprendre des manœuvres frauduleuses, des falsifications, des lacunes intentionnelles, des déclarations trompeuses ou la neutralisation de contrôles internes.
- nous nous attachons à bien comprendre le système de contrôle interne pertinent pour l'audit des comptes consolidés et les dispositions et mesures pertinentes pour l'audit du rapport de gestion consolidé, afin de pouvoir ainsi planifier des procédures d'audit qui seront appropriées dans les circonstances données, mais notre objectif n'est pas de fournir une opinion d'audit quant à l'efficacité des systèmes.
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables utilisées par les représentants légaux ainsi que la soutenabilité des valeurs estimées présentées par les représentants légaux et, par là même, des données y afférentes.
- nous tirons des conclusions quant au caractère approprié du principe comptable de la continuité d'exploitation appliqué par les représentants légaux ainsi que quant à l'existence d'une incertitude importante, sur la base des éléments d'audit probants obtenus, liée à des événements ou des circonstances qui pourraient susciter des doutes importants quant à la capacité du Groupe à poursuivre ses activités. Si nous parvenons à la conclusion qu'il existe une incertitude importante, nous sommes alors tenus, dans le rapport de certification, d'attirer l'attention sur les données y afférentes figurant dans les comptes consolidés et le rapport de gestion consolidé, ou, si ces données sont inappropriées, de modifier notre opinion d'audit. Nous tirons nos conclusions sur la base des éléments d'audit probants obtenus par nos soins jusqu'à la date de notre rapport de certification. Des événements ou des circonstances futurs peuvent néanmoins conduire à ce que le Groupe ne soit plus en mesure de poursuivre ses activités.
- nous évaluons la présentation générale, la structure et le contenu des comptes consolidés y compris les données, et si les comptes consolidés présentent les opérations et les événements sous-jacents de manière telle qu'ils donnent, en tenant compte des normes IFRS dans ses modalités d'application en vigueur dans l'Union européenne et des prescriptions légales allemandes s'appliquant à titre complémentaire conformément au § 315<sup>e</sup> al. 1 HGB, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du Groupe.

- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations comptables des sociétés ou des activités au sein du Groupe pour nous permettre d'exprimer une opinion d'audit sur les comptes consolidés et le rapport de gestion consolidé. Nous sommes responsables de la conduite, de la surveillance et de la mise en œuvre de l'audit des comptes consolidés. Nous assumons toute la responsabilité de nos opinions d'audit.
- nous évaluons la concordance du rapport de gestion consolidé avec les comptes consolidés, sa conformité avec les lois et l'image qu'il donne de la situation du Groupe.
- nous mettons en œuvre des procédures d'audit relatives aux données prospectives présentées par les représentants légaux dans le rapport de gestion consolidé. Ce faisant, sur la base d'éléments d'audit probants appropriés et suffisants, nous examinons notamment les hypothèses significatives sur lesquelles les données prospectives des représentants légaux sont fondées et évaluons si la déduction des données prospectives à partir de ces hypothèses est appropriée. Nous ne fournissons aucune opinion d'audit distincte sur les données prospectives ni sur les hypothèses sur lesquelles elles sont fondées. Il existe un risque important et inévitable que les événements futurs diffèrent sensiblement des données prospectives.

Nous discutons notamment avec les responsables de la surveillance de l'étendue prévue et du calendrier de l'audit ainsi que des constatations d'audit importantes, y compris des éventuelles faiblesses du système de contrôle interne que nous avons constatées durant notre audit.

Nous faisons une déclaration aux responsables de la surveillance dans laquelle nous indiquons que nous avons respecté les exigences pertinentes en matière d'indépendance, et discutons avec eux de toutes les relations et autres faits raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance, et des mesures de protection mises en place à cet effet.

Parmi les éléments que nous n'avons pas abordés avec les responsables de la surveillance, nous déterminons ceux qui ont été les plus significatifs dans l'audit des comptes consolidés pour la période sous revue et qui constituent, par conséquent, les éléments clés de l'audit. Nous décrivons ces éléments dans le rapport de certification, à moins que des lois ou d'autres dispositions légales n'excluent la divulgation de ces éléments.

#### Autres exigences légales et juridiques

#### ***Note relative à l'audit des reproductions électroniques des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé créées à des fins de divulgation au titre du § 317, al. 3b HGB***

##### **Opinion d'audit**

Nous avons procédé à un audit avec un degré de certitude suffisant conformément au § 317, al. 3b HGB, afin de déterminer si les reproductions électroniques des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé créées à des fins de divulgation et contenues dans le fichier joint BayernLB\_KA+LB\_ESEF-2020-12-31.zip (ci-après également « Documents FEEU ») satisfaisaient à tous les égards importants aux directives du § 328, al. 1 HGB relatives au format d'information électronique (« format FEEU »). Conformément aux dispositions légales allemandes, cet audit concerne uniquement la transposition des informations des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé au format FEEU et non les informations contenues dans ces reproductions, ni les autres informations contenues dans le fichier susmentionné.

D'après notre évaluation, les reproductions des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé contenues dans le fichier joint susmentionné et créées à des fins de divulgation satisfont à tous les égards importants aux directives du § 328, al. 1 HGB relatives au format d'information électronique. Nous ne formulons aucune opinion d'audit sur les informations contenues dans ces reproductions, ni sur les autres informations contenues dans le fichier susmentionné au-delà de la présente opinion d'audit et des opinions d'audit énoncées dans la « Note relative à l'audit des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé » ci-dessus, portant sur les comptes consolidés joints et le rapport de gestion consolidé joint pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020.

##### **Fondement de l'opinion d'audit**

Nous avons procédé à notre audit des reproductions des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé contenues dans le fichier joint susmentionné conformément au § 317, al. 3b HGB dans le respect du projet de norme d'audit de l'Institut allemand des commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW) intitulé « Prüfung der für Zwecke der Offenlegung erstellten elektronischen Wiedergaben von Abschlüssen und Lageberichten nach § 317 Abs. 3b HGB (IDW EPS 410) » (Audit des reproductions électroniques des comptes et rapports de gestion créées à des fins de divulgation conformément au § 317, al. 3b HGB (IDW EPS 410)) et de la norme « International Standard on Assurance Engagements 3000 (Revised) ». Notre responsabilité dans ce cadre est décrite plus en détail à la section « Responsabilité des commissaires aux comptes des états financiers consolidés pour l'audit des documents FEEU ». Notre cabinet de commissaires aux comptes s'est conformé aux exigences relatives au système d'assurance de la qualité prescrites par la norme de l'IDW relative à l'assurance de la qualité « Anforderungen an die Qualitätssicherung in der Wirtschaftsprüferpraxis (IDW QS 1) » (Exigences relatives à l'assurance de la qualité applicables aux cabinets de commissaires aux comptes (IDW QS 1)).

**Responsabilité des représentants légaux et du Conseil de surveillance à l'égard des documents FEEU**

Les représentants légaux de la Société sont responsables de l'établissement des documents FEEU contenant les reproductions électroniques des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé conformément au § 328, al. 1, phrase 4, n° 1 HGB et du balisage des comptes consolidés conformément au § 328, al. 1, phrase 4, n° 2 HGB.

En outre, les représentants légaux de la Société sont responsables des contrôles internes qu'ils jugent nécessaires à l'établissement de documents FEEU exempts d'infractions significatives – intentionnelles ou non – aux directives du § 328, al. 1 HGB relatives au format d'information électronique.

Les représentants légaux de la Société assument en outre la responsabilité pour le dépôt des documents FEEU, du rapport de certification, des comptes consolidés audités joints et du rapport de gestion consolidé audité joint ainsi que d'autres documents à divulguer auprès de l'organisme chargé de l'exploitation du Journal des annonces officielles du gouvernement fédéral allemand.

Le Conseil de surveillance surveille la création des documents FEEU dans le cadre du processus de reddition des comptes.

**Responsabilité des commissaires aux comptes des états financiers consolidés pour l'audit des documents FEEU**

Notre objectif est de déterminer avec un degré de sécurité suffisant si les documents FEEU sont exempts d'infractions significatives – intentionnelles ou non – aux exigences du § 328, al. 1 HGB. Au cours de l'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude critique. En outre,

- nous identifions et évaluons les risques d'infractions significatives – intentionnelles ou non – aux exigences du § 328, al. 1 HGB, planifions et mettons en œuvre des procédures d'audit pour répondre à ces risques, de même que nous nous attachons à obtenir des éléments d'audit probants, suffisants et appropriés, afin de servir de base à notre opinion d'audit.
- nous nous attachons à bien comprendre les contrôles internes pertinents pour l'audit des documents FEEU, afin de pouvoir planifier des procédures d'audit qui seront appropriées dans les circonstances données, mais notre objectif n'est pas de fournir une opinion d'audit quant à l'efficacité des contrôles.
- nous évaluons la validité technique des documents FEEU, c'est-à-dire que nous déterminons si le fichier contenant les documents FEEU répond aux directives du règlement délégué (UE) 2019/815, dans sa version en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière, en matière de spécifications techniques qui s'appliquent à lui.
- nous évaluons si les documents FEEU permettent une reproduction XHTML identique en termes de contenu des comptes consolidés audités et du rapport de gestion consolidé audité.
- nous évaluons si le balisage des documents FEEU à l'aide de la technologie Inline XBRL (iXBRL) permet une copie XBRL appropriée et entièrement lisible par machine de la reproduction XHTML.

**Autres données conformément à l'article 10 du règlement (UE) n° 537/2014**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes des états financiers consolidés par l'Assemblée générale du 2 avril 2020. Nous avons été mandatés le 29 mai 2020 par le Directoire. Nous opérons de manière ininterrompue depuis l'exercice 2019 en tant que commissaires aux comptes des états financiers consolidés de la Bayerische Landesbank AöR, Munich. Nous déclarons que les opinions d'audit contenues dans le présent rapport de certification concordent avec le rapport supplémentaire remis au Comité d'audit, conformément à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Commissaire aux comptes responsable

Le commissaire aux comptes responsable de l'audit est Sven Hauke.

Munich, le 15 mars 2021

PricewaterhouseCoopers GmbH  
Société d'experts-comptables

Sven Hauke  
Commissaire aux comptes

Anne Witt  
Commissaire aux comptes

**C. – Rapport de gestion**

Les comptes sociaux et consolidés ainsi que l'attestation des commissaires aux comptes sont disponibles en allemand et en anglais sur internet : [www.bayernlb.de](http://www.bayernlb.de)